REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 12 au 18 avril 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Surveillance de pêche.....2
- 57éme mission de surveillance régionale I Les Comores choisies comme pays de débriefing

1.2 Coopération militaire.....4
- Papangue 2022 : exercice d'évacuation des ressortissants organisé à la base 181
- La Réunion : Des militaires malgaches formés par les FAZSOI

1.3 Sécurité maritime.....7
- Maritime Security and Development in the South-West Indian Ocean Region: Harnessing India's Engagement with Small Island Developing States

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....8
- Objectif de 650 000 touristes jusqu'en juin : une utopie ?
- Reprise des vols internationaux - Redémarrage optimiste sur l'île aux parfums

2.2 Pêche.....11
- Filière thon : Un premier accord de pêche rendu public

2.3 Changement climatique..... 13
- Madagascar-Grande Bretagne : le réchauffement climatique au centre des préoccupations

2.4 Energie.....14
- Secteur énergétique : « Produisons de l'énergie propre pour un pays propre », déclare le ministre Lesjongard

2.5 Environnement.....15
- 'Sey No Plastic' educates Seychelles' communities on dangers of marine plastic waste

2.6 Biodiversité.....16
- Saint-Benoît : pétrels et puffins (re) prennent leur envol

57éme mission de surveillance régionale Les Comores choisies comme pays de débriefing



Lors de cette clôture du plan de surveillance, le représentant de la Coi annonce que la région a pu améliorer sa capacité à mieux gérer ses ressources marines grâce à des actions communes. Il traduit, selon lui, cette amélioration par un "meilleur" taux de conformité de la région aux résolutions de la commission des thons (Ctoi) touchant le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches.

C'était mercredi 13 avril, à bord de l'OSIRIS II, au port de Moroni où les résultats de la 57e mission de surveillance régionale ont été présentés devant un parterre d'officiels. Il s'agit d'une mission qui entre dans le cadre de la mise en œuvre du plan régional de surveillance des pêches (Prsp) lancé en 2007 dans les pays du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Un plan qui vise à "unir les forces" des pays de la zone et à "assurer un avenir durable" au secteur de la pêche par la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (Inn). L'ambassadeur de France auprès de l'Union des Comores, Sylvain Riquier, rappelle l'objectif de cette action commune à l'échelle de la région et reste persuadé que la mission a permis un partage d'expériences et de connaissances mutuelles."C'est ça l'esprit du Prsp, ce partage d'apprentissage vers un niveau d'exigence supérieur. Cette mission aura été vraiment riche ou peut-être même très riche ayant été conduite avec cinquante contrôles réalisés. Je tiens à saluer le travail des inspecteurs", s'exprime-t-il.

Taux de conformité de la région

Lors de cette clôture du plan de surveillance, le représentant de la Coi annonce que la région a pu améliorer ses capacités à mieux gérer ses ressources marines grâce à des actions communes.Il traduit, selon lui, cette

amélioration par un "meilleur" taux de conformité de la région aux résolutions de la commission des thons (Ctoi) touchant le suivi, le contrôle et la surveillance des pêches. "Non seulement la région est devenue plus efficace dans la lutte contre la pêche Inn, mais ses coûts de surveillance ont su drastiquement diminuer", énumère-t-il.
Le ministre de la pêche, Houmed M'saidie, explique durant la cérémonie que ce choix se traduit par l'engagement des Comores dans la dynamique régionale de lutte contre la pêche illégale."Nous nous réjouissons de constater aujourd'hui que les efforts déployés par la région en appui avec ses partenaires en matière de lutte contre la pêche illégale depuis les années 2000 ne sont pas abandonnées mais plutôt capitalisés à travers le nouveau projet Ecofish", a-t-il déclaré

Plus d'information voire la vidéo et l'article ci-dessous :

- https://www.youtube.com/watch?v=5dp17jdFX6E(Vidéo)
- http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/fin-de-la-57%C3%A8me-patrouille-r%C3%A9gionale-de-surveillance-des-p%C3%AAches-.html

Papangue 2022 : exercice d'évacuation des ressortissants organisé à la base 181

L'exercice Papangue se poursuit ! Il avait démarré dimanche et, ce mercredi se déroulait un exercice d'évacuation de ressortissants via les airs. Les militaires des FAZSOI ont dû simuler cette intervention, ce matin, à la base aérienne 181 Roland-Garros.



Ce lundi 11 avril a débuté un exercice interarmées sur le thème général de l'évacuation des ressortissants lors d'un conflit régional local sur l'île de La Réunion. D'importantes capacités militaires des forces armées françaises et de ses partenaires de la Commission de l'Océan Indien ont été engagées.

Exercice d'évacuation

Cet exercice a pour objectif de s'entraîner à déployer les capacités des FAZSOI, à conduire et à soutenir des actions dans le cadre d'opérations interalliées, interarmées régionale et à venir en aide aux ressortissants français.

"Sur la base aérienne est représenté le point d'accueil de ces ressortissants. Avec le détachement de Légion étrangère Française qui relève des FAZSOI, nous avons installé un centre de regroupement et d'évacuation des ressortissants. Ils profitent des installations de notre base aérienne pour organiser l'accueil, le filtrage et la prise en compte de ces ressortissants.", explique le général Laurent, commandant des forces armées de la zone sud océan indien (fazsoi).

"Les premiers ressortissants qui vont arriver par voie aérienne vont être triés dans des zones de filtrage avec fouille pour sécuriser les personnels. Ils bénéficieront ensuite de premiers soins, si nécessaire, et un soutien psychologique, en vue de préparer une évacuation secondaire sur une autre zone.", indique lieutenant-colonel Robin, commandant de la base aérienne 181.

L'exercice Papangue 2022 se terminera ce vendredi 15 avril.

La Réunion : Des militaires malgaches formés par les FAZSOI



Les Malgaches finiront le stage le 15 avril prochain

Le gouvernement veut rassurer sur le fait qu'il entretient de bonnes relations avec la France sur le plan militaire, à l'image de ces échanges qui se bousculent ces dernières semaines.

Des hommes issus des rangs de l'armée malgache participent, depuis dimanche dernier, à un exercice militaire dans l'île de La Réunion. Cette manœuvre, baptisée « Papangue 2022 », est sous la houlette du commandement des forces armées de la zone sud de l'océan Indien (FAZSOI). Elle vise, selon le ministère malgache de la Défense nationale, « à développer et renforcer les liens qu'entretiennent les FAZSOI avec les pays partenaires de la COI (Madagascar – Maurice – Seychelles – Comores) ». Le détachement malgache, formé par une cinquantaine d'hommes, est parti d'Ivato, le vendredi 9 avril dernier, pour rejoindre la zone de déploiement à Saint-Denis, La Réunion. Hier, le ministre malgache de la Défense nationale et le chef d'état-major de l'armée, le général Lala Monja Sahivelo, ont assisté à la manœuvre dans cette île française. Ils ont fait le déplacement dans cette île sœur, mardi dernier, pour assister à cet exercice militaire. Les deux hauts responsables militaires ont été reçus, par le commandant des FAZSOI, le général de brigade Laurent Cluzel, au poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT) à La Réunion.

Parcours d'obstacle.

Ces derniers temps, la coopération militaire avec la France a délivré des formations aux troupes malgaches. Lors du passage de la frégate française de surveillance « Floréal » qui a fait escale, la semaine dernière, à Diego Suarez, l'ambassade française a noté qu' « un exercice de coopération opérationnelle a été réalisé, mobilisant les forces françaises et malgaches ». À la fin du mois de mars, les forces françaises ont également offert un autre appui aux militaires malgaches. En effet, pendant deux semaines, 24 militaires malgaches et 13 mauriciens se sont entraînés au centre d'aguerrissement tropical de la Saline-les-Bains du 2e Régiment

français de parachutistes d'infanterie de marine, à l'île de La Réunion. *« Après une première phase d'apprentissages techniques et théoriques axée sur la réalisation de pistes d'obstacles individuelles et de combat au corps à corps, les militaires ont dans un second temps pu tester leurs propres limites physiques autour d'un programme intense d'aguerrissement »*, a partagé une missive des FAZSOI. *« Un volet important sur le travail en équipe via le parcours d'obstacles collectif, ou encore le brancardage, a conclu ces deux semaines de formation »*, selon toujours les Fazsoi.

Russo-malgache.

Les échanges entre les militaires français et malgaches se sont accrus durant les dernières semaines. Les visites des hauts gradés français se sont succédé dans le pays. Et cette participation au "Papangue 2022" est, en effet, la seconde formation offerte par l'armée française des FAZSOI aux Malgaches en moins de deux semaines. De quoi témoigner, insinue-t-on, que la coopération militaire franco-malgache est au beau fixe, et ce malgré la douche froide provoquée par la fuite sur la coopération militaire avec les Russes en pleine période de crise ukrainienne. Le déplacement du ministre malgache dans l'île sœur tente de mettre en avant cette image du grand amour entre les militaires français et malgaches. Le général Richard Rakotonirina, qui a été au centre des polémiques sur cette coopération russo-malgache, ne manquera alors pas de faire les yeux doux aux Français des FAZSOI, lesquels demeurent encore un acteur important sur le plan militaire dans la région océan Indien. *« Les FAZSOI constituent le point d'appui principal du théâtre « océan Indien » pour lutter contre de nouvelles menaces comme le trafic de stupéfiants, assurer la surveillance des zones économiques exclusives (ZEE) associées à l'ensemble des îles de la zone de responsabilité et conserver une capacité régionale d'intervention rapide »*, rappelle toujours l'armée française.

Rija R.

Plus d'infos cliquez le lien ci-dessous :

- https://la1ere.francetvinfo.fr/reunion/exercice-papangue-le-mistral-des-engins-militaires-et-une-centaine-de-soldats-s-entrainent-a-la-reunion-1271884.html
- https://clicanoo.re/rubriques/societe/2022/04/18/exercice-papangue-les-militaires-exfiltrent-des-ressortissants

Maritime Security and Development in the South-West Indian Ocean Region: Harnessing India's Engagement with Small Island Developing States

The *Indian Ocean Commission* (IOC), institutionalised in 1984, is the foremost subregional organisation where India can develop an inclusive, purposive, and accommodative partnership with the SIDS of the SWIO region. As the sole subregional organisation of Africa composed exclusively of SIDS (Comoros, Madagascar, Mauritius, the French overseas region of Reunion, and Seychelles), the IOC works to raise awareness about the specific challenges that developing islands face. Most of the commission's work focuses on three sets of issues—Security, Climate and Biodiversity, and Economy—and its work is in line with international frameworks such as the *Global Agenda for Sustainable Development by 2030* or the *Global Climate Agreement*. While the SIDS of the SWIO region is not culturally or racially homogenous, they share a similar colonial history and sense of islandness.[41] The IOC is where this cultural unity shapes into socio-political unity: under it, the SIDS are not peripheral states but core elements. The IOC has its own regional developmental agenda and has demonstrated leadership in the maritime security domain.[1] However, additional support and buy-in from regional actors remain critical to the IOC's maritime security activities, due to its members' capacity and financial constraints.[42] Currently, all SIDS in the region require assistance in developing their maritime domain awareness,[43] since it is not possible for them to patrol their large EEZs without effective capacity. This creates a window of opportunity for India, with its demonstrated capability to assist its neighbouring SIDS partners, to play a more influential role in developing the maritime security architecture in the SWIO region. For example, the Regional Maritime Information Fusion Centre (RMIFC) based in Madagascar and the Regional Coordination Operations Centre (RCOC) based in Seychelles can benefit greatly from linking these centres with India's Information Fusion Centre-Indian Ocean Region (IFC-IOR) located in Gurugram, India. **Suite de l'article**

Objectif de 650 000 touristes jusqu'en juin : une utopie ?



Pour mars 2022, sur le marché sud-africain et le marché anglais, les chiffres des arrivées sont respectivement à 93,7 % et 95,8 % de ceux de mars 2019. Mais nous sommes loin des chiffres des trois autres principaux marchés ouverts comme la France, La Réunion, l'Allemagne.

Un total de 650 000 visiteurs d'ici fin juin 2022. Tel était l'objectif initial annoncé lors du discours budgétaire en 2021. Pour rappel, à partir du 15 juillet 2021, les frontières ont été ouvertes aux touristes vaccinés et non vaccinés sous certaines restrictions. Ce, avant la deuxième phase de réouverture du 1er octobre 2021, plus flexible en exigences sanitaires. Selon l'Association des hôteliers et restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM), si l'on se fie à la tendance actuelle le pays pourrait atteindre au moins 75 % de l'objectif initial de 650 000 touristes pour l'année financière se terminant en juin 2022, fixé par le ministre des Finances.

En outre, on estime que «dépasser les 500 000 touristes à cette date serait une vraie performance car il y a eu, depuis que cet objectif a été posé, le classement par la France de Maurice en rouge écarlate, suivi de l'Omicron sud-africain». La bonne nouvelle est que, pour mars 2022, sur le marché sud-africain et le marché anglais, les chiffres des arrivées sont respectivement à 93,7 % et 95,8 % de ceux de mars 2019. Toutefois, «nous sommes loin de ces chiffres dans les trois autres principaux marchés ouverts comme la France, La Réunion, l'Allemagne, qui reprennent lentement».

Sollicité, Sen Ramsamy, directeur général de la *Tourism Business Intelligence*, rappelle ses dires en juillet 2021, à savoir que les arrivées touristiques n'allaient pas atteindre 325 000 jusqu'à décembre 2021. *«On n'a eu que 176 000. Malheureusement, j'avais raison. Pour avoir 600 000 touristes de juillet 2021 à juin 2022, avec seulement 335 373 reçus de juillet 2021 à mars 2022, il faudrait trouver encore 265 000 pour ce 2e trimestre, soit une moyenne de 88 000 par mois jusqu'à juin.»* Alors que nous entrons en période creuse, la guerre continue, le prix des billets est exorbitant, Covid-19 est toujours présent sans compter l'élection présidentielle en France ce mois-ci. La tâche devient très difficile mais pas impossible, souligne-t-il. **Suite de l'article**

Reprise des vols internationaux - Redémarrage optimiste sur l'île aux parfums



Neos ouvre le bal. 319 passagers du premier vol charter autorisé ont débarqué à l'aéroport de Fascene, hier en milieu de journée. L'enthousiasme se reflétait sur le visage de tous les autochtones présents. Partagés entre recul et optimisme, les acteurs touristiques de Nosy Be sont venus en nombre à l'aéroport de Fascene hier pour tâter le terrain à l'occasion de l'ouverture officielle du ciel de l'île aux parfums aux touristes internationaux. L'accueil chaleureux faisant la réputation de l'île, teinté d'un folklore typique de la région, attendait la centaine de passagers débarquant du premier vol post-Covid affrété par la compagnie italienne et en majorité accueillis par l'un des fleurons de l'hôtellerie de Nosy Be malgré le fait que l'île compte un peu plus de deux cent cinquante établissements touristiques, selon les chiffres de l'Office régional du tourisme. « Nous sommes venus à Fascene pour voir les réalités dans lesquelles les touristes sont accueillis. Une manière de rassurer les potentiels clients auprès desquels nous prospectons présentement. Depuis janvier, nos activités ont littéralement cessé. Auparavant, à la même époque, nous enregistrions plus de deux cents arrivées par semaine en provenance d'Italie et de Pologne. Pour le moment, nous n'avons enregistré aucun enregistrement de réservation malgré l'annonce de la réouverture du ciel. Nous comptons sur cette reprise concrète pour espérer rebondir ne serait-ce que pour arrondir les angles », explique Tsangidy Lucie, responsable chez Sound's Travel and Leisure, une agence de voyage de l'île. A sa manière, la responsable avance que la réouverture de Nosy Be à l'international constitue un tournant clé pour la relance économique de l'île malgré l'incertitude qui plane sur le secteur touristique. Les premiers touristes internationaux qui ont débarqué à Fascene, hier, étaient majoritairement constitués d'habitués de la destination et des activités particulières disponibles uniquement sur l'île.

Des voyageurs qui n'attendaient que l'ouverture de Nosy Be pour venir sur l'île.
« Charge pour nous de promouvoir la destination auprès d'un public plus large qui ira au-delà de ces habitués. L'idée étant de renforcer la présence de la destination en ligne à travers les campagnes ciblées », rajoute un autre opérateur présent sur les lieux. Par ailleurs, depuis l'annonce de la réouverture, les compagnies se bousculent pour programmer leurs vols. Ainsi, dimanche prochain, un vol de la compagnie Ewa est prévu décoller des Comores pour Nosy Be, tandis qu'Ethiopian Airlines envoie déjà la couleur en programmant deux vols par semaine à partir du 23 avril prochain avec une perspective d'augmentation des fréquences hebdomadaires après le 15 mai, selon l'évolution de la situation. Des projections qui pourraient rassurer les opérateurs de l'île aux parfums en particulier et les acteurs du tourisme en général sur tout le territoire national.
Hary Rakoto

Lire aussi : https://freedom.fr/madagascar-reprise-des-vols-entre-toamasina-la-reunion-et-nosy-be-la-reunion/

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

Filière thon : Un premier accord de pêche rendu public



Le protocole d'accord de pêche a été signé entre le MPEB et la société espagnole.

L'Etat, à travers le ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue (MPEB), a révisé l'Accord de partenariat avec les navires battant pavillons étrangers, pour une pêche durable au thon l'an dernier, tout en promouvant l'équité et la transparence.

La révision à la hausse du montant de redevances à payer par les armateurs et la mise en place d'une base à terre ainsi que la réglementation des activités de pêche. Tels sont les points essentiels faisant l'objet de négociation entre les deux parties dans le cadre de cet accord. La société espagnole Interatun Ltd est la première à accepter ces conditions émises par l'Etat. Raison de la signature d'un protocole d'accord entre le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Tsimanaoraty Mahatante et le représentant de la société Interatun ltd, jeudi dernier dans ses locaux à Ampandrianomby. *« Il s'agit d'un premier accord de pêche relatif à l'exploitation du thon dans la Zone Économique Exclusive de Madagascar, qui est rendu public pour une meilleure transparence, et ce, pour une durée de deux ans »*, a déclaré ce ministre de tutelle, lors de cette cérémonie.

50% des captures à débarquer. Ainsi, « cinq bateaux battant pavillon espagnol dont quatre navires senneurs et un bateau d'appui sont autorisés à pêcher dans la partie de la zone maritime à Antsiranana, après vérification et contrôle technique effectués par le Centre de Surveillance de Pêche. Ces armateurs ont ensuite l'obligation de déclarer toutes leurs captures et de mettre en place une base à terre dans un délai de six mois. Ils doivent également débarquer à Madagascar au moins 50% de leurs captures de thons et des espèces associées réalisées dans nos eaux. Ces activités de pêche rapporteront 454 400 USD à l'Etat au titre de redevances soit l'équivalent d'à peu près 1,8 milliards MGA si auparavant c'était fixé à

204 400 USD », d'après toujours les explications du ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert T. Mahatante. Et ce n'est pas tout ! « Une création d'emplois locaux est en vue dans le cadre de la mise en vigueur de ce protocole d'accord signé avec cet opérateur espagnol. En effet, 14 marins malgaches seront recrutés pour travailler sur ces navires de pêche battant pavillon espagnol », a-t-il enchaîné.

Poursuite des discussions. Il faut savoir que c'est un renouvellement de l'accord de pêche au thon entre les deux parties mais suivant de nouvelles conditions. « *Les discussions sur l'accord de pêche au thon avec les autres sociétés internationales ainsi que l'Union européenne, se poursuivent encore. La société japonaise Japan Tuna a déjà manifesté son intérêt à exploiter le thon dans notre Zone Économique Exclusive. D'autres opérateurs russes, chinois et iraniens s'y intéressent également. Ils doivent tous respecter les conditions inscrites dans les protocoles d'accord dans le cadre d'une transparence, d'autant plus que Madagascar est le 5e pays qui adhère à la Fisheries Transparency Initiative (FiTI). C'est un partenariat mondial qui cherche à accroître la transparence et la participation pour une gestion plus durable des pêches marines* », a conclu le ministre de tutelle.

Navalona R.

Madagascar – Grande Bretagne : Le réchauffement climatique au centre des préoccupations



Convergence des points de vue. La ministre de l'Environnement et du développement durable, Marie-Orlea Vina a évoqué avec David William Ashley, ambassadeur de la Grande- Bretagne un souci mondial. Qui n'est autre que le réchauffement global. Un fléau qui n'épargne aucun pays sur cette planète terre et la preuve en est la succession des cyclones qui ont ravagé notre pays depuis le début de cette année. Toute- fois, Madagascar contribue à la lutte contre ce dérèglement climatique en ratifiant, tout d'abord, respectivement la Convention cadre des nations unies sur le changement climatique, CCNUCC, et l'Accord de Paris (AP) sur le Climat en 1998 et 2016. Secundo, pour participer pleinement à la lutte commune contre ce fléau, chaque pays membre à ces traités internationaux sur le changement climatique doit réviser les activités dans ses documents cadres tels que la Contribution déterminée au niveau national, CDN, et élaborer la Stratégie long terme de développement à faible émission de carbone.

Une affaire de tous

Ces deux documents stratégiques sont des engagements de nos pays vis-à-vis de l'Accord de Paris et ont déjà fait l'objet de validation technique au niveau des différents secteurs et parties prenantes, la semaine dernière, à Antananarivo et Antsirabe. Ils renforcent la Politique Générale de l'État, PGE, et les actions de l'Émergence en matière de la protection de l'Environnement et surtout de la résilience de notre économie face au changement climatique.

Comme pour tous les pays en développements, les actions d'adaptation au changement climatique constituent la priorité de l'État Malagasy dont l'objectif vise à renforcer les capacités nationales d'adaptation et à réduire les risques climatiques.

En plus de ces actions adaptations aux effets pervers du réchauffement global, des actions d'atténuation (réduction des émissions de carbone) telles que le développement de l'Énergie verte ou l'Énergie de source renouvelable (production de l'énergie solaire, hydraulique, éolienne) et le transport respectant l'environnement ainsi que la gestion durable des déchets (solides et liquides) surtout dans les grandes font parties des principaux axes dans ces documents stratégiques susmentionnées.

Cette lutte contre le changement climatique est une affaire de tous et le ministère de l'Environnement et du développement durable appelle tous la population vivant sur cette ile d'y contribuer pour développement durable notre pays d'une part et d'autre part, pour les biens de la future génération.

Secteur énergétique : « Produisons de l'énergie propre pour un pays propre », déclare le ministre Lesjongard



Maurice produira 60% de ses besoins énergiques à partir de sources vertes d'ici 2030. L'énergie représente un investissement primordial pour le pays et avec les effets du changement climatique, le gouvernement mise sur la nature, afin de la protéger dans la foulée, pour répondre aux besoins grandissants. C'est ce qu'a déclaré le ministre des utilités publiques, Joe Lesjongard, lors de sa participation à une cérémonie de remise de certificats aux femmes qui ont suivi une formation à l'entrepreneuriat dans le domaine de la photovoltaïque, à l'initiative de la Mauritius Renewable Energy Agency (MARENA).

Joe Lesjongard a rappelé que le Premier ministre a, lors du dernier budget, accordé son soutien pour l'instauration d'encadrements adéquats pour produire plus d'énergies renouvelables afin de faire de ce secteur, un des piliers de l'économie mauricien. Voici un extrait de sa déclaration. Également présente à cette cérémonie, la ministre de l'Egalité des genres Kalpana Koonjoo Shah, qui a rappelé l'importance des femmes dans le développement et l'avancement du pays.

Ainsi, cette dernière encourage les femmes à se tourner plus vers l'énergie, en vue d'apporter leurs contributions pour plus d'innovations et d'incitations au changement.

'Sey No Plastic' educates Seychelles' communities on dangers of marine plastic waste

By: **Rita Joubert-Lawen Edited by: Betymie Bonnelame**



Forty people took part in the event including students from Anse Boileau school with their eco leader. (Sey No Plastic)

(Seychelles News Agency) - Sey No Plastic, a non-profit organisation in Seychelles, is educating local communities on the dangers of plastic in the environment and the importance of recycling in a series of roadshows.

The roadshows are part of a project called "Transition to Circularity in Plastic Waste Management and Reuse of the Blue Economy".

The first roadshow was held with the fishermen and school children at Anse Aux Poule Bleue in the districts of Baie Lazare and Anse Boileau recently. It was co-organised by Fady Francourt Ark Consulting and the Baie Lazare Fishermen's Association.

Katrin Perchat, the head of Sey No Plastic, told SNA that the aim of the project is "to change people's habits, which is not done by simply asking them. You need to educate about threats, especially those to your own livelihoods in order to change their behaviours."

The NGO's project is part of a series of efforts being undertaken in Seychelles to educate people on the dangers of marine plastic waste and its effective management.

"The idea was to immerse the country with the right message at all levels," said Perchat.

Forty people took part in the event including students from Anse Boileau school with their eco leader.

"The children learned how plastic waste harms and stresses ocean ecosystems when thrown into nature. There were also showings of videos about marine plastics leading to questions and discussion sparking the children's curiosity about the subject," added Perchat. **Suite de l'article**

Saint-Benoît : pétrels et puffins (re) prennent leur envol



Ce samedi 16 avril 2022, la ville de Saint-Benoît a procédé à un lâcher de pétrels et de puffins sur le spot de La Marine. Une première pour la commune de l'Est qui participe aux "Jours de la Nuit". Depuis le 8 avril et jusqu'à ce soir, inclus, l'éclairage public de la ville, notamment celui des stades, reste éteint. (Photo d'illustration - rb/www.ipreunion.com)

Saint-Benoît s'engage donc dans la protection des espèces endémiques de notre île. Ces oiseaux marins se trouvent fortement désorientés par les lumières des villes lors de leurs envols au mois d'avril, c'est pourquoi il est recommandé de limiter nos éclairages à cette période. Une cinquantaine d'oiseaux ont déjà été pris en charge par la SEOR depuis le début de la saison des**- "Les Jours de la Nuit -**
Cette opération se déroule tout le mois d'avril. Lancée par le Parc National de La Réunion, elle vise à sensibiliser la population à la préservation de notre biodiversité. À La Réunion, l'éclairage massif est un véritable danger pour différentes espèces. Autant les pétrels, les tortues marines, les chauves-souris, que les insectes ou encore les reptiles.
Les "Jours de la Nuit" alertent donc sur la nécessite de réduire la pollution lumineuse pour sauver ces espèces endémiques. Le pétrel de Barau et le pétrel Noir de Bourbon, endémiques de La Réunion, sont fortement menacés par les lumières artificielles. Les lumières des villes occasionnent le même effet d'attraction que le reflet de la Lune sur l'océan et désoriente les oiseaux. Une fois au sol, vulnérables, ils peuvent être attaqués par des autres animaux (rats, chats ou chiens errants) ou mourir de faim. **Suite de l'article**